



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 10 novembre 2023

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-trois, le dix novembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le trois novembre deux mille vingt-trois, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 19

Votants : 23

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathilde VINTROU, Alain CLAVERIE, Edouard DUPOUY, Céline LUNARDELLI, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, André JAKUBIEC, Baudouin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Myriam LANGLOIS a donné procuration à Véronique CAZAVANT, Quentin BENCHETRIT a donné procuration à Mathilde VINTROU, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP.

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 NOVEMBRE 2023 19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 10 novembre 2023 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Présentation des actions menées par le conseil municipal des jeunes durant leur mandat de deux ans.

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 22 septembre 2023.

URBANISME

1. Rétrocessions à l'euro symbolique des parcelles cadastrées AV 348 et AV 373 situées au sein de la copropriété « La Cantère 2 » à la commune.

MARCHES PUBLICS

2. Sporting Casino : renouvellement de l'autorisation de jeux de hasard.

AFFAIRES GÉNÉRALES

3. Réalisation des travaux nécessaires à la défense incendie de l'ensemble de la commune.
4. Modification du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais

RESSOURCES HUMAINES

5. Signature d'une convention d'exécution pour le maintien dans l'emploi et reclassement professionnel avec le Centre de Gestion des Landes (CDG40).

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Affaires Générales :

- Mise à disposition temporaire de matériel sportif

Urbanisme :

- Exercice du Droit de Prémption Urbain

INFORMATIONS DIVERSES :

- Présentation du projet d'évolution du stationnement payant sur le centre-ville

Soorts-Hossegor, le 2 novembre 2023
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Ouverture de séance

Christophe VIGNAUD :

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 22 septembre 2023.

Bonsoir et bienvenue à la séance du conseil municipal du 10 novembre 2023. Il est 19h00, ce soir il s'agit d'un conseil très court, je ne vais pas monopoliser la parole, le quorum est atteint, je vous fais passer la feuille de signatures, et je déclare la séance du conseil municipal du 10 novembre 2023, ouverte. Maëlle DUBOSC-PAYSAN est désignée comme secrétaire de séance.

Nous pouvons donc dans un premier temps passer à l'approbation du compte-rendu du dernier conseil.

Est-ce que vous avez des remarques ? Des questions ? Des observations ? Non, parfait.

URBANISME

- 1. Rétrocessions à l'euro symbolique des parcelles cadastrées AV 348 et AV 373 situées au sein de la copropriété « La Cantère 2 » à la commune.**

Christophe VIGNAUD :

Nous pouvons passer à l'ordre du jour de cette séance, avec le point numéro 1, de l'urbanisme, avec deux rétrocessions à l'euro symbolique de parcelles situées dans la copropriété « La Cantère 2 », Maëlle (DUBOSC-PAYSAN) va nous expliquer tout cela.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Effectivement, il n'y a pas grand-chose à dire, il s'agit d'une rétrocession de deux parcelles situées dans la copropriété La Cantère 2, qui se situe à Soorts, et qui concerne des places de stationnement. La voirie a été rétrocédée à la communauté de communes, compétente en la matière, et nous devons acter la rétrocession de ces deux parcelles à la commune.

Christophe VIGNAUD :

Avez-vous des questions ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui, moi j'en ai une. Dans quel domaine allons-nous rétrocéder ces stationnements ? Si c'est du domaine privé ou public de la commune ?

Christophe VIGNAUD :

Ce sera du domaine public de la commune.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Du coup, nous en auront l'entretien ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais ce sont des parkings en dur, donc il n'y a aucun entretien.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais du coup ma question c'est que vu que nous sommes au fond d'une impasse d'un lotissement, c'est privé.

Christophe VIGNAUD :

On entretient tout le reste déjà. Et ce sont des stationnements pour les visiteurs. Avec une place pour les personnes à mobilité réduite et une place visiteur.

Après je le répète, mais il n'y a quasi aucun entretien.

Avez-vous d'autres questions ? Non, passons au vote. Qui est Pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 10 novembre 2023

Délibération n°231110-001 : Rétrocessions à l'euro symbolique des parcelles cadastrées AV 348 et AV 373 appartenant à la copropriété « La Cantère 2 »

Par courrier de Maître Gaymard en date du 4 septembre 2023, la Commune a été sollicitée par la copropriété « La Cantère 2 » située rue des Barthes et rue du Pont de l'Est pour la rétrocession à l'euro symbolique de deux parcelles nouvellement cadastrées section AV numéros 348 et 373 qui constituent un reliquat de voirie et des places de stationnement.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29 ;

VU le code de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT la sollicitation de la copropriété « La Cantère 2 » en date du 4 septembre 2023 ;

*Après avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE les rétrocessions à l'euro symbolique des parcelles cadastrées AV 348 et AV 373 situées au sein de la copropriété « La Cantère 2 »

PRÉCISE que la copropriété « La Cantère 2 » prendra à sa charge les frais liés à cette affaire et notamment les frais de géomètre et de notaire.

CHARGE Maître Gaymard, notaire à Dax, de la rédaction des actes notariés à intervenir.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer les documents se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

MARCHES PUBLICS

2. Sporting Casino : renouvellement de l'autorisation de jeux de hasard.

Christophe VIGNAUD :

Le point suivant, concernant le renouvellement des jeux de hasard au Sporting Casino. Comme vous le savez, nous avons une délégation de services publics (DSP) qui se terminait au 31 octobre 2023. Nous avons signé un avenant à cette DSP qui terminera le 1^{er} mars 2024. Ensuite nous avons voté une nouvelle DSP pour 4 ans, à compter de cette date, petite coquille dans les dates, nous devons donc revoter cette petite différence et autoriser le renouvellement de l'autorisation du jeu de hasard jusqu'au 29 février 2028.

Il s'agit d'une régularisation dans les dates. En 2028, à la fin de la DSP nous relancerons une nouvelle procédure, sachant que les travaux du Casino seront bien entamés et nous l'espérons totalement terminés.

Est-ce qu'il y a des questions ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui, j'ai une question.

Je voulais déjà la poser la dernière fois, là on termine et ensuite on relance une DSP pour 4ans ?

Christophe VIGNAUD :

Tout cela est déjà fait.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais nous allons relancer une nouvelle DSP au moment où on lance la démolition et la réhabilitation du Casino ? Pourquoi, nous n'attendons pas la fin des travaux pour relancer cette DSP ? C'est une question de couts ?

Christophe VIGNAUD :

Alors oui, il y a un aspect financier, mais surtout si nous ne relançons pas cette DSP pendant les travaux nous perdions la licence de jeux. Nous n'aurions plus eu de jeux dans le bâtiment.

Et avec l'accord du délégataire, qui été soit dit en passant le seul candidat, ils ont souhaité continuer d'exploiter durant la période de travaux.

A l'issue des travaux, nous relancerons cette mise en concurrence.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Du coup, nous allons devoir assurer la sécurité pendant les travaux ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, que pour le Casino, pas pour le reste puisqu'aucune autre activité ne s'y déroulera.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ah, il n'y aura plus aucune activité le temps des travaux ?

Christophe VIGNAUD :

Non, sauf la boxe qui aura la possibilité jusqu'en 2026 d'exploiter la salle, étant donné que leur entrée se fait de l'autre côté et qu'ils sont autonomes en termes d'électricité.

Tout ceci sera affiné en fonction de l'évolution de travaux et ils sortiront des locaux une saison voire deux. Jean (BELLOCQ), tu pourras continuer à aller t'entraîner. (Rires)

Mais, pour l'association c'est important et nous l'avons su hier.

Est-ce que vous avez d'autres questions sur le sujet ? Non, passons au vote. Qui est Pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 10 novembre 2023

Délibération n°231110-002 Sporting-Casino : renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard

Monsieur le Maire rappelle que l'autorisation d'exploitation des jeux, accordée par le ministère de l'Intérieur et le Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques à la Société d'Exploitation du Sporting-Casino d'Hossegor arrive à expiration le 29 février 2024.

Monsieur le Maire précise que les demandes de renouvellement d'autorisation de jeux après adoption d'un nouveau cahier des charges nécessitent l'avis du conseil municipal.

VU l'arrêté du 14 mai 2007, notamment son article 7 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos,

CONSIDÉRANT l'avenant n°5 de la Délégation de Services Publics (DSP) pour l'exploitation du Casino qui prolonge la durée de l'actuelle DSP de 4 mois soit jusqu'au 29 février 2024,

CONSIDÉRANT que la future Délégation de Service Public démarrera le 1^{er} mars 2024 pour se terminer le 29 février 2028,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,***

ÉMET un avis favorable au renouvellement de l'autorisation d'exploitation des jeux de hasard après adoption d'un nouveau cahier des charges jusqu'au 29 février 2028.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

AFFAIRES GÉNÉRALES

3. Réalisation des travaux nécessaires à la défense incendie de l'ensemble de la commune.

Christophe VIGNAUD :

Ensuite, le point numéro 3, c'est Alain (CLAVERIE) qui va nous parler de la réalisation des travaux nécessaires à la défense incendie sur la commune.

Alain CLAVERIE :

La commune a missionné la société INGÉAU pour établir le diagnostic et définir les poteaux incendie extérieurs et les renforcements de réseau nécessaires. Sur la base de ce schéma communal concerté avec le SDIS.

Le règlement pour la fourniture de l'eau par poteau à incendie a été modifié, qui jusqu'alors était défini par un rayon d'action et donc par un cercle de couverture. Tout ceci n'est plus valable et donc cela a conduit à poser 17 poteaux supplémentaire et ainsi à renforcer le schéma de défense.

Tout cela pour un coût de 265 000€ réparti sur 5 ans. Ces travaux seront répartis et suivis évidemment entre le Sydec et Suez

Christophe VIGNAUD :

Tout cela est très important en urbanisme parce qu'à chaque fois que nous délivrons un permis de construire ce point-là est abordé.

Sur l'ensemble de la commune, vous l'avez vu nous n'avons pas beaucoup de poteaux à incendie. Mais nous souhaitons vraiment que ce schéma soit respecté pour ne pas avoir de problèmes liés aux incendies.

J'insiste surtout au niveau des demandes de nouveaux permis qui pourraient arriver.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est surtout qu'en fait, et il y a eu débat à ce sujet, mais certains soutiennent le fait qu'on puisse refuser un permis pour un défaut concernant la défense incendie, et ce qu'on peut regretter, en tout cas quand on est de cet avis, c'est qu'au moment de l'élaboration du PLUI, cela signifie qu'on a eu des zones dans PLUI mises en zone urbanisée qui n'étaient pas couvertes par la défense incendie et ça c'est un vrai problème.

Donc, peu importe, on ne va pas refaire le passé, on va régler ça et au moins il n'y aura plus de souci, et plus de débat sur le sujet.

Christophe VIGNAUD :

Tout à fait, nous allons rester en règles par rapport à cela. Est-ce que vous avez d'autres questions ? Est que vous êtes d'accord pour la réalisation de ce projet de travaux ? Non, passons au vote. Qui est Pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 10 novembre 2023

Délibération n°231110-003 : Réalisation des travaux nécessaires à la Défense Extérieure Contre l'Incendie sur l'ensemble de la Commune.

La loi de 2011 et le décret de 2015 relatifs à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), ont défini les dispositions applicables en cette matière. Ainsi, le Maire a un pouvoir de police spéciale et le service public de DECI incombe aux Communes ou aux EPCI si la compétence a été transférée.

La compétence n'ayant pas été transférée à la Communauté de Communes, la Commune a missionné la société INGÉAU pour établir un schéma communal de défense extérieure contre l'incendie constitué d'un

diagnostic et d'un plan d'action pour réaliser les poteaux incendies extérieurs et renforcements de réseau nécessaires.

Sur la base du schéma joint à la présente délibération, il sera proposé à l'assemblée, dans le cadre de l'élaboration du budget primitif 2024 et de la prospective liée aux orientations budgétaires, de mettre en place un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).

Le SYDEC assurant déjà la gestion du réseau d'adduction d'eau potable communal sur lequel le réseau de défense incendie est alimenté, il est proposé de confier au SYDEC la réalisation des travaux de mise en œuvre dans le cadre du PPI.

VU le décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI),

VU le chapitre V du CGCT (articles L. 2225-1 à 4) qui précise que la Commune est compétente pour la création, l'aménagement et la gestion des points d'eau nécessaires à l'alimentation des moyens des services incendie et de secours,

VU l'arrêté préfectoral n°2017-266 portant Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) pour le Département des Landes, approuvé le 16 mars 2017,

VU l'article [R. 2225-4](#) du CGCT relatif à l'élaboration du schéma communal de défense extérieure contre l'incendie,

CONSIDÉRANT la consultation du SDIS (en date du 9 novembre 2022) et du SYDEC (en date du 28 septembre 2023) pour l'élaboration du schéma communal de défense extérieure contre l'incendie,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le schéma communal de défense extérieure contre l'incendie ci-joint, composé d'un diagnostic, d'un programme d'investissement chiffré et d'un plan d'action cartographié élaborés par le bureau d'études INGÉAU.

S'ENGAGE à intégrer les investissements nécessaires à la défense extérieure contre l'incendie au sein du Plan Pluriannuel d'Investissement de la Commune.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

4. Modification du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais

Christophe VIGNAUD :

Point suivant, il s'agit qui est la modification du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages des travaux publics sur la place des Landais.

Alors, nous avons déjà voté cette délibération au Conseil Municipal de janvier 2023, ne sachant pas réellement quand les travaux seraient terminés.

Nous avons fait le nécessaire pour que la place soit exploitable par les commerçants à partir du 1^{er} juillet, nous avons d'ailleurs réussi.

Nous nous étions engagés à créer cette commission, et cette commission est assez complète, il y a plein de personnes extérieures à la commune qui en font partie. La DGFIP, la Préfecture, la sous-préfecture, un expert-comptable, 3 personnes de la commune et d'autres extérieurs.

Ils vont analyser quel sera le montant des indemnisations qui pourra être attribué aux exploitants qui en feraient la demande.

Considérant que les travaux n'étaient pas totalement finis, nous avons décidé et préféré continuer les travaux après les vacances de toussaint. Pour que les établissements puissent encore profiter des beaux jours et des vacanciers.

Il nous paraissait incompréhensible de les bloquer et de ne pas leur permettre de profiter de l'arrière-saison. La date de fin de dépôt de dossier était initialement prévue au 30 novembre 2023, qui est de ce fait prolongée jusqu'au 3 juin 2024.

En effet, les travaux ont repris depuis lundi (6 novembre), il y a encore pas mal de choses à reprendre, la réfection de la dalle, la partie espaces verts et la rotonde, les bancs pergolas... Quelques finitions.

Cela ne veut pas dire que les dossiers reçus avant cette date ne vont pas commencer à être étudiés, mais simplement que nous accepterons les dossiers jusqu'au 3 juin 2024.

Ils auront donc la possibilité de nous fournir tous les documents liés à une perte éventuelle liée aux travaux qui ont eu lieu.

Avez-vous des questions à ce sujet ? Non, passons au vote. Qui est Pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 10 novembre 2023

Délibération n°231011-004 : Modification du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais.

VU les articles 2044 et suivants du code civil,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour prévenir et régler amiablement les conflits,

VU la délibération n°221104-010 du 4 novembre 2022 portant sur le principe de création d'une commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais,

Vu la délibération n°230120-006 du 20 janvier 2023 relative à l'adoption du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais,

VU le projet de règlement annexé à la présente,

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor est maître d'ouvrage de l'opération de réhabilitation du secteur des Landais, consistant à aménager les espaces publics, les voies, les trottoirs et les réseaux du secteur des Landais,

CONSIDÉRANT que les travaux de réhabilitation du secteur des Landais ne sont pas terminés,

CONSIDÉRANT la volonté affichée par la Commune de permettre aux établissements, commerces et autres locaux professionnels de profiter de l'arrière-saison et de ne reprendre les travaux qu'à compter du 6 novembre 2023,

CONSIDÉRANT qu'il convient de proroger les délais de dépôts de dossiers initialement prévus, soit du 30 novembre 2023 au 3 juin 2024,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE la modification du règlement intérieur de la commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques ci-joint et de proroger les délais de dépôts de dossiers.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

RESSOURCES HUMAINES

5. Signature d'une convention d'exécution pour le maintien dans l'emploi et reclassement professionnel avec le Centre de Gestion des Landes (CDG40).

Christophe VIGNAUD :

Passons aux ressources humaines, Signature d'une convention d'exécution pour le maintien dans l'emploi et reclassement professionnel avec le Centre de Gestion des Landes.

Baudouin MERLET :

Alors, ce point concerne l'embauche ou la gestion des agents handicapés, à cet égard le centre de gestion des Landes propose aux municipalités par le biais d'une convention un appui technique en terme logistique pour ces agents.

Mais également au travers d'un service d'aide pour ce type de personnel avec la possibilité d'un appui financier pour les municipalités.

Il s'agit tout simplement de ratifier le principe d'adhésion à cette convention qui va totalement dans le bon sens de notre côté. Si on n'y adhérerait pas, cela voudrait dire qu'on peut décider de gérer la logistique pour toutes les personnes porteuses d'un handicap.

Christophe VIGNAUD :

Très bien, passons au vote est-ce que vous êtes d'accord pour la signature de la convention avec le CGD ? Qui est Pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 10 novembre 2023

Délibération n° 231110-005 : Adhésion à la convention d'exécution maintien dans l'emploi et reclassement professionnel avec le Centre de Gestion des Landes CDG 40

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la convention rédigée par le Centre de gestion des Landes ayant pour intitulé : Convention d'exécution maintien dans l'emploi et reclassement professionnel.

Cette convention d'exécution a pour objet de définir précisément les modalités d'intervention du CDG 40 et les obligations de la collectivité adhérente, dans le cadre de la procédure de maintien dans l'emploi et de reclassement professionnel d'une personne handicapée ou d'un agent reconnu inapte.

Dans les modalités d'intervention et développées dans les annexes de 3 à 5, concernant la gestion des dossiers en relation avec le SIMEPH, le suivi et le rôle d'intermédiaire proposés par le Centre de gestion des Landes seront d'un grand secours pour la collectivité et une aide par le FIPHFP pour le financement de certaines aides liées au handicap (dans la cadre des aménagements des postes de travail, les mesures et adaptations nécessaires au maintien et/ ou au reclassement dans l'emploi des personnes handicapées).

Le Centre de gestion des Landes se propose d'aider les collectivités à développer et favoriser le maintien dans l'emploi et le reclassement professionnel des personnes handicapées ou reconnues inaptes. Le CDG met à leur disposition le service d'insertion et de maintien dans l'emploi de personnes handicapées (**SIMEPH**).

Conformément à la convention cadre intervenue entre le FIPHFP et le CDG, l'intervention du SIMEPH est totalement gratuite.

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU le décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au Fond pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique et notamment l'article 3 sur les actions qui peuvent faire l'objet de financement par le fond,

VU la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale et, notamment, de celles relatives au reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions

Considérant que toute demande d'aide fera l'objet d'une nouvelle convention d'exécution.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE les termes de cette convention avec le Centre de gestion des Landes, et toute autre convention d'exécution pour le maintien dans l'emploi et reclassement professionnel.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Affaires Générales :

- **Mise à disposition temporaire de matériel sportif**

Décision du maire du 29 septembre 2023

Objet : Signature d'une convention de mise à disposition temporaire de matériel sportif

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

Vu, la convention de mise à disposition temporaire

Considérant la volonté de l'équipe municipale de mettre à disposition du matériel sportif à disposition des administrés,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'autoriser l'occupation temporaire du domaine public communal

DÉCIDE

Article 1^{er} :

De conclure et signer une convention de mise à disposition temporaire à titre gracieux avec la société SAS WITRAINING, représentée par Bastien ADRILLON dont le siège social est situé 188, allée de la Piste 40230 SAINT GEOURS DE MAREMNE pour le prêt de 9 modules de sports.

Les modules de sports seront installés au parc Rosny pour une durée de 7 semaines à compter du 25 septembre 2023.

Article 2 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Urbanisme :

- **Exercice du Droit de Prémption Urbain**

Décision du maire du 20 octobre 2023

Objet : Exercice du Droit de Prémption Urbain

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L. 2122-22 du CGCT,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 210.1 à L. 213.18 et R. 211.1 à R. 213.30,

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal approuvé par délibération du conseil communautaire n°20200227D05B en date du 27 février 2020,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 6 mai 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal,

Vu l'arrêté du Président en date du 21 octobre 2021 approuvant la mise à jour n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal,

Vu les délibérations du conseil communautaire en date du 24 mars 2022 approuvant la mise en compatibilité n°1 et la modification n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 27 juin 2023 approuvant la modification n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 17 décembre 2015 relative à l'institution et aux conditions d'exercice du Droit de Prémption Urbain (DPU) et du droit de prémption urbain renforcé dans les communes dotées d'un plan d'occupation des sols (POS) rendu public ou d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé,

Vu la délibération n°20200227D05B en date du 27 février 2020 portant mise à jour du périmètre d'exercice du droit de prémption urbain et du droit de prémption urbain renforcé et renouvellement des délégations accordées à Monsieur le Président par délibération du conseil communautaire en date du 19 octobre 2017 en matière d'exercice du droit de prémption urbain simple et renforcé, que la Communauté de communes en soit titulaire ou délégataire, ainsi que les attributions relatives à la délégation de l'exercice de ces droits dans les conditions prévues par le code de l'urbanisme,

Vu la délibération du conseil communautaire n°20221201D01D en date du 1^{er} décembre 2022 portant modification de la délégation d'une partie de ses attributions au bureau et au président de la Communauté de communes MACS,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner n°DIA04030423D0088 souscrite selon les dispositions du code de l'urbanisme par l'Office notarial Philippe COYOLA sis avenue du 11 novembre à Ondres et reçu en mairie de Soorts-Hossegor le 30 août 2023 concernant les sections AT sous les n°s 79 d'une superficie de 2 287m² et n°139 d'une superficie de 2 538m², le tout situé au lieu-dit Les Champs d'Angresse à Soorts-Hossegor (40150).

Vu la sollicitation de Monsieur le Maire de Soorts-Hossegor en date du 6 septembre 2023 ayant pour objet de demander à la Communauté de communes, titulaire du droit de prémption urbain, de déléguer à sa commune l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation du bien objet de la déclaration d'intention d'aliéner susvisée, sur le fondement de l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme ;

Vu la décision du Président de la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud n°2023092 7DC89 en date du 27 septembre 2023 portant délégation ponctuelle de l'exercice du droit de prémption urbain au profit de la commune,

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner souscrite selon les dispositions de l'article L. 211-5 du code de l'urbanisme par l'office notarial COYOLA Philippe, représentant Monsieur CARRERE Jean-Pierre, domicilié chemin de Sablaret à Bénesse-Maremne (40230), et reçue en mairie de Soorts-Hossegor le 30 août 2023 concernant la vente au prix de 10 000 €, du bien désigné ci-après :

Deux parcelles, l'une de 2 287 m² et l'autre de 2 538 m² de surface au sol, situées au lieu-dit Les Champs d'Angresse à Soorts-Hossegor (40150) cadastrées section AT sous les numéros 79 et 139 ;

Considérant que la commune de Soorts-Hossegor souhaite un développement urbain maîtrisé en excluant les zones sensibles d'un point de vue environnemental ;

Considérant que les réflexions et les récentes études de développement de la commune privilégient les zones de stationnement utilisées historiquement lors la braderie de la zone d'activités de Pédebert situées au nord de la route d'Angresse ;

Considérant que la commune souhaite préempter les parcelles AT 79 et 139 afin d'entreprendre la mise en réserve de parcelles pour assurer les compensations environnementales du futur développement urbain de la Commune évoqué ci-dessus ;

Considérant que ces superficies dont la préemption est envisagée rejoindront les parcelles déjà acquises par la commune dans le cadre de la préservation et de la mise en valeur des Barthes ;

Considérant les récentes références de prix d'acquisition de terrain à vocation de gestion environnementale sur la Commune ;

DÉCIDE

Article 1 :

D'exercer le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation du bien objet de la déclaration d'intention d'aliéner susvisée :

- deux parcelles situées au Lieu-dit « Les Champs d'Angresse » à Soorts-Hossegor (40150)

- L'une cadastrée Section AT numéro 79 d'une superficie de 2 287 m²,
- L'autre cadastrée Section AT numéro 139 d'une superficie de 2 538 m².

au prix global de 1206,25 euros.

Article 2 :

La présente décision sera notifiée à l'Office notarial COYOLA Philippe, aux vendeurs et à la personne mentionnée dans la déclaration d'intention d'aliéner qui a l'intention d'acquérir les biens.

Article 3 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 4 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département. Outre l'envoi sur papier ou dépôt sur place, le Tribunal Administratif de Pau pourra être saisi par requête déposée via le site www.telerecours.fr.

Fait à Soorts-Hossegor
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

QUESTIONS DIVERSES :

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je voudrais juste poser une question, c'est purement administratif et c'est plutôt à Éric (MAILHARRANCIN) que je m'adresse. C'est concernant la mise à disposition du matériel sportif, pourquoi il est noté « décision du Maire du 29 septembre » ? Pour une mise à disposition le 25 septembre...

Christophe VIGNAUD :

Comme je l'ai dit, il s'agit d'une régularisation, c'était après la date du conseil.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, parce que le dernier conseil était le 22 septembre, cela peut être un oubli. Et pour le formaliser, serait-il possible que nous ayons la convention en annexe ? Elle n'y est pas dans le dossier.

Christophe VIGNAUD :

Oui bien sûr, juste je rappelle que cette mise à disposition est gratuite.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui, je sais.

Christophe VIGNAUD :

Bon, le conseil est déjà terminé, je vous donne rendez-vous le 8 décembre 2023 à 19h00, je vous souhaite une bonne soirée

Fait et approuvé les jours mois et an que dessous,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 décembre 2023,

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD